



ANDREAS KOSSERT

Kalte Heimat. Die Geschichte der deutschen Vertriebenen nach 1945
[Froide patrie¹. L'histoire des expulsés allemands après 1945]

Munich, Siedler Verlag, 2008,

432 pages.

par Catherine Perron

Parmi les nombreux ouvrages et articles publiés en Allemagne depuis la fin des années 1990 sur « la fuite et l'expulsion » (*Flucht und Vertreibung*)

des Allemands d'Europe centrale et orientale après la seconde guerre mondiale, celui du jeune historien Andreas Kossert² a fait grand bruit. De fait, cette étude présente un intérêt particulier en ce qu'elle traite de l'accueil réservé aux expulsés à leur arrivée à l'Ouest de l'Allemagne (voir carte)³ et des conditions de leur intégration dans les sociétés des futures RFA et RDA, sujet qui n'a trouvé sa place ni dans la construction du phénomène de « la fuite et [de] l'expulsion » en tant que lieu de mémoire ni dans les débats de ces dix dernières années relatifs à la possibilité de considérer les Allemands aussi comme des victimes de la guerre. Dans cette première tentative d'écrire – au-delà des monographies locales – une histoire générale (très riche et très documentée) des expulsés dans les deux Allemagne, Kossert contribue à briser le mythe de l'intégration réussie de ces 14 millions d'Allemands⁴ (soit le quart

1. Le terme *Heimat* ne possède pas d'équivalent en français. En ce qui concerne le titre de l'ouvrage, il est possible de le traduire par « patrie », en sachant toutefois que *Heimat* n'a pas la dimension politique de *Vaterland*, la patrie en allemand, et donc que l'oxymore du titre original se perd. En effet, la *Heimat* désigne le lieu d'où l'on vient ; elle est généralement associée à l'idée de proximité, de chaleur affective, de sécurité, à tout ce qui est familier, et non pas au froid. Au-delà, « la *Heimat* est moins le lieu que tel ou tel reconnaît pour sien, comme le lieu de sa naissance, que celui où un être est et devient ce qu'il était destiné à être et à devenir, son lieu propre. Lieu de la destination (voire de la mission), la *Heimat* devient alors ce qui permet à un être de se manifester et de se développer, de révéler son essence ». Sa perte en est d'autant plus douloureuse. Voir Marc Crépon, « Heimat », dans Barbara Cassin (dir.), *Vocabulaire européen des philosophies*. Paris, Le Seuil/Le Robert, 2004, p. 546.

2. Chercheur à l'Institut historique allemand de Varsovie, A. Kossert a travaillé auparavant sur l'histoire de la Mazurie et de la Prusse orientale.

3. Le terme Ouest ne désigne pas ici la RFA, mais les territoires situés à l'Ouest de la ligne Oder-Neisse par opposition aux territoires de l'Est du Reich allemand, d'où ces populations ont été chassées et que l'Allemagne a perdus à la fin de la guerre. L'Allemagne de l'Ouest comprend ici l'ensemble des zones d'occupation : française, britannique, américaine et soviétique.

4. L'auteur rappelle que ces Allemands « ethniques », qui vivaient à la fois sur les territoires orientaux du Reich et dans les pays d'Europe centrale et orientale, où ils étaient parfois installés depuis plusieurs siècles, ont fui ou ont été expulsés vers les territoires à l'Ouest de la ligne Oder-Neisse (qui constitue aujourd'hui la frontière orientale de l'Allemagne) à la fin de la seconde guerre mondiale (p. 9 et suivantes).

de la population allemande de l'époque), chassés de chez eux à la fin de la guerre et qui ont largement participé, par leur engagement dans leur travail et leur volonté de s'intégrer, au miracle économique de la République fédérale des années 1950. Au point de vue des Allemands de l'Ouest (autochtones) qui se borne à cet aspect de l'intégration, Kossert oppose le vécu de ces expulsés considérés comme des « étrangers » (*Ortsfremde*), « les difficultés d'adaptation énormes des premières années, la marginalisation, les discriminations et le racisme des habitants des villages et des petites villes »⁵ (p. 13). Ce faisant, il remet en cause l'idée selon laquelle cette intégration aurait été « l'histoire ininterrompue d'un succès » (p. 14).

Les frontières orientales de l'Allemagne en 1945



Contrairement à ce qui est souvent admis, la mémoire de « la fuite et [de] l'expulsion » ne constitue pas un tabou de l'histoire allemande avant 1990. Elle a été au contraire sciemment cultivée par l'État ouest-allemand dans les années 1950 et 1960, et sa construction en tant que lieu de mémoire a été instrumentalisée par le pouvoir en place à cette époque dans une perspective « révisionniste »⁶. Son contenu était orienté : le contexte historico-politique

5. Ma traduction (comme pour toutes les citations à venir extraites d'ouvrages en allemand).

du national-socialisme et de la fin de la guerre fut négligé, tandis que les souffrances (morales) et les humiliations qui avaient accompagné l'installation des expulsés dans leur nouvelle *Heimat* étaient passées sous silence. En privilégiant l'étude de l'accueil des expulsés dans ce qui était censé être la patrie allemande commune, Kossert réinterroge dans ses fondements l'architecture de la mémoire collective, qui, jusque-là, tendait à éluder un élément pourtant fondamental dans la construction des souvenirs chez les personnes concernées : le manque de compassion, voire le mépris qu'elles subirent à leur arrivée ne contribuèrent certainement pas à atténuer la douleur de l'expulsion et le traumatisme des violences endurées.

L'auteur inscrit d'emblée son ouvrage dans le débat allemand contemporain en s'attaquant dès le premier chapitre à la question des « expulsés en tant que victimes ». En effet, vingt ans après l'unification, un processus de révision des récits historiques nationaux – notamment ceux liés à la seconde guerre mondiale – a vu le jour en Allemagne, appuyé par un discours renouvelé, « élargi et transformé »⁷, sur le thème des victimes et des bourreaux. L'ouvrage de Kossert apporte une dimension nouvelle à ces débats dans lesquels s'opposent, d'un côté, ceux qui prennent en compte le fait que les Allemands aient pu être *aussi* des victimes, et ce faisant cherchent à diminuer la culpabilité allemande en pointant le fait que les Autres (les peuples voisins) aient pu être *aussi* des bourreaux ; de l'autre, ceux qui considèrent qu'avant d'être des victimes – des bombardements des Alliés, des viols commis par l'Armée rouge, de la faim, et des gouvernements des pays qui les ont expulsés – les Allemands en général et les expulsés en particulier ont été les victimes de la folie destructrice du national-socialisme qui a fini par se retourner contre les Allemands. S'il prend clairement position contre les premiers, Kossert pose l'équation bourreaux/victimes en des termes différents de ceux du débat en cours. Il affirme en particulier que « le combat pour la reconnaissance des expulsés en tant que victimes se dirige moins contre les peuples centre- et est-européens voisins que contre la société majoritaire allemande » (p. 15). Selon lui, l'intégration, effectuée en vertu d'une rationalité purement utilitaire du côté ouest-allemand, n'a pu s'opérer qu'au prix de l'abandon par les expulsés de leur propre culture (*kulturelle Selbstaufgabe*), abandon qui, aggravé par le silence entourant le destin des expulsés et par le

6. Voir Eva Hahn, Hans-Henning Hahn, « Flucht und Vertreibung », dans Étienne François, Hagen Schulze (Hrsg.), *Deutsche Erinnerungsorte* (Lieux de mémoire allemands), Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 2005, p. 335 et suivantes.

7. Voir Brigitte Rauschenbach, « L'ambiguïté des sémantiques de la victime en Allemagne », *Critique internationale*, 38, janvier-mars 2008, p. 178.

désintérêt pour les pertes subies en termes culturels, a eu pour conséquence un appauvrissement de l'identité allemande jusque-là multiple et hétérogène. En défendant une telle position, Kossert s'engage sur une pente glissante. Sa thèse peut en effet contribuer à faire revivre le mythe « *der deutsche Osten* » (l'Est allemand), qui, depuis le XIX^e siècle, a servi de justification aux diverses tentatives d'hégémonie allemande dans la région. Et ce d'autant que le lieu de mémoire « *Flucht und Vertreibung* » a largement servi jusqu'à nos jours de variation politiquement correcte sur le thème de la grande Allemagne, quand le lieu de mémoire « *der deutsche Osten* » n'était politiquement plus acceptable pour documenter le caractère authentiquement allemand de ces territoires de l'Est⁸. Évoquer ceux-ci dans une section à part (« Aus dem Osten. Die Herkunftsgebiete der deutschen Vertriebenen » [De l'Est. Les lieux d'origine des expulsés allemands], chap. 2) était donc une opération délicate, mais l'auteur, qui en était conscient, s'est bien gardé de tomber dans le piège fréquent de la démonstration des performances civilisationnelles et économiques allemandes pour souligner au contraire la richesse et la complexité de la vie dans ces espaces pour la plupart multi-éthniques.

Le troisième chapitre est consacré à la description des faits historiques et des spécificités de l'expulsion pays par pays, section que l'auteur a voulu brève, les faits, largement connus, ayant déjà fait l'objet de nombreuses études et ouvrages. Il s'ouvre néanmoins sur une mise au point on ne peut plus claire : « La politique de la violence, qui déboucha sur la guerre totale, se retourna en fin de compte contre les Allemands eux-mêmes. L'expulsion s'engagea : des Allemands d'Europe orientale, des Finnois de Carélie, des Polonais des territoires de Pologne orientale, des Hongrois de Slovaquie, des Italiens d'Istrie » (p. 27). L'auteur rappelle que les agissements criminels avaient commencé pendant la guerre, notamment avec la déportation et l'extermination des Juifs d'Europe, et décrit les conditions inhumaines de l'expulsion des Allemands et les immenses souffrances humaines qui s'ensuivirent.

Ce cadrage achevé, Kossert dépasse les modes de narration habituels de la fuite et de l'expulsion. Dans les chapitres suivants, il aborde à la fois les conditions morales de l'arrivée des expulsés à l'Ouest et les conditions matérielles de leur intégration qu'il analyse dans toutes ses dimensions (économique, politique, religieuse et culturelle). Il décrit avec force détails la confrontation des communautés essentiellement villageoises⁹, relativement intactes, de l'Ouest avec ces masses prolétarisées de réfugiés « perçues comme un groupe

8. E. Hahn, H.-H. Hahn, « *Flucht und Vertreibung* », cité.

9. 70% des expulsés étaient logés à la campagne où les destructions n'avaient pas été aussi impressionnantes que dans les villes et où les besoins en main-d'œuvre étaient importants.

social inférieur [*Unterschicht*], vivant dans des baraquements, paresseux et rechignant au travail, sale, plein de poux et de puces » (p. 49) ; en fait, isolées, désorientées et volontairement dispersées par les autorités d'occupation pour empêcher toute coalition.

Cette confrontation entre expulsés et populations autochtones dans une Allemagne vaincue et exsangue ainsi que le choc des dialectes, des traditions, des confessions et des niveaux d'éducation ont participé au processus de modernisation, de dé-provincialisation et de décloisonnement religieux de la société allemande engagé au début des années 1950. Ils ont par ailleurs provoqué des tensions et des conflits de répartition, qui se sont nourris d'anciennes lignes de clivage allemandes entre Prussiens et Welfes, entre protestants et catholiques, mais surtout, entre Est et Ouest. Comme le démontre l'auteur, les anciens préjugés contre les Européens de l'Est (Slaves ou Juifs), renforcés par l'idéologie du national-socialisme, se retournèrent contre les Allemands expulsés de ces régions. Les conflits sociaux très durs qui éclatèrent au sujet de la répartition des logements et des biens de survie élémentaires trouvèrent bien souvent leur expression sur le mode raciste, les populations autochtones puisant dans le répertoire et le vocabulaire national-socialiste pour exprimer leurs peurs, voire souvent leur haine face à ces « étrangers ». Kossert souligne ainsi l'absence pour la majorité de la population de tout sentiment de solidarité nationale à l'égard des expulsés. Il insiste sur le fait que le malheur de ces derniers servait au contraire aux « autres » Allemands, peu enclins à endosser leur part de responsabilité dans la catastrophe, à se disculper. Les expulsés étaient considérés comme les principaux fautifs de la guerre et des crimes du Troisième Reich (essentiellement commis à l'Est de l'Europe) et leur sort était le prix à payer non seulement pour la défaite mais aussi pour un avenir démocratique et une future coexistence pacifique avec les pays voisins.

Ce raisonnement est confirmé par l'analyse détaillée du *Lastenausgleich* (Péréquation du fardeau), processus d'indemnisation des expulsés entamé en RFA au milieu des années 1950 et achevé en 2001 (chap. 5). Bien que représentant le transfert financier interne le plus important de l'histoire allemande avant l'unification des années 1990, ce programme de 145,3 milliards de DM (p. 100) ne fut en fin de compte qu'une mesure d'apaisement social, non une réparation pour les biens perdus à l'Est ou un moyen de répartir ces pertes de façon solidaire sur l'ensemble de la population. Ce sont donc bien les expulsés qui ont eu à porter le poids le plus important du coût de la guerre. De plus, les Allemands de RFA ont veillé à ce que l'ordre social ne soit pas modifié par les mesures compensatoires, celles-ci étant financées non pas sur « la substance » de la propriété en République fédérale (une réforme agraire

aurait par exemple permis aux paysans expulsés de reprendre pied), mais sur « le fruit » de la croissance de l'après-guerre (p. 109). Certes, le miracle économique a considérablement contribué à détendre la situation, mais c'est aussi la pression des puissances d'occupation en RFA, voire la répression en RDA¹⁰, qui firent en sorte que ces injustices ne débouchent pas sur des révoltes graves.

Après avoir décrit la « bombe à retardement » que représenta l'arrivée de ces millions d'expulsés après la guerre, Kossert en vient aux aspects plus politiques du phénomène et à la manière dont leurs intérêts ont été représentés en République fédérale jusqu'à nos jours. Il analyse les positions des partis politiques et des associations d'expulsés sur la question du retour et de la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse. Jusqu'au tournant que représenta l'*Ostpolitik* de Willy Brandt (au début des années 1970), les partis politiques menèrent un double jeu en nourrissant les espoirs irréalistes de retour des expulsés dans leur *Heimat* (ce qui avait l'avantage de détourner l'attention de ces derniers de leurs problèmes du moment) et en les instrumentalisant¹¹ pour faire en sorte qu'ils demeurent, par-delà les générations, la marque visible de la question allemande non résolue¹². Il rappelle également que la radicalisation des dites associations à partir des années 1970, en réaction à la détente avec les pays de l'Est impulsée par le Chancelier, provoqua leur discrédit et le bannissement de tout ce qui touchait à la mémoire de l'Est et aux expulsions dans la majorité de la société ouest-allemande. Cette marginalisation politique et sociale croissante, également due au vieillissement des membres de ces associations, prit fin avec la chute du mur de Berlin.

Le chapitre consacré à la RDA est sans doute celui qui apporte le plus d'éléments historiquement nouveaux. Au-delà de la question du retour proprement dite, la répartition sur l'ensemble de la population du poids des pertes liées à la guerre fut là aussi l'enjeu fondamental autour duquel se noua la question des expulsés. Kossert montre que, toute socialiste et totalitaire qu'elle fût, cette Allemagne-là n'œuvra pas mieux que l'autre dans le sens d'un partage solidaire de la propriété privée, les expropriations n'ayant pas profité aux expulsés mais à l'État est-allemand. Et la réforme agraire, qui seule avait engendré un semblant de justice, eut des effets limités, puisque les

10. Les expulsés étaient officiellement appelés *Umsiedler* (déplacé, personne dont le lieu de résidence a changé), terme qui euphémise la part de souffrance et de terreur liée à leur vécu. Ils avaient interdiction de se rassembler, tout tentative d'association pouvant mener à un internement dans les camps (p. 127).

11. Notamment *via* la loi sur les expulsés de 1953, qui certes assurait à ces derniers une égalité des droits avec les autochtones en tant que citoyens de la RFA, mais faisait d'eux une catégorie à part, en vertu du caractère héréditaire du statut d'expulsé.

12. Tel fut par exemple l'objectif du soutien gouvernemental apporté aux initiatives visant à documenter l'ampleur des violences et des souffrances subies pendant l'expulsion dans les années 1950.

expulsés furent de nouveau et à leur tour expropriés lors de la collectivisation forcée des années 1950. L'auteur en conclut que, du fait de l'absence de mesures de soutien social particulières en faveur des expulsés après 1950, l'intégration de ces derniers en RDA se fit paradoxalement, et bien plus qu'à l'Ouest, suivant le principe de la performance individuelle ; et ce dans un contexte où leur existence même devait être niée, le passé oriental de l'Allemagne et la réalité de la fuite et de l'expulsion risquant d'obérer les relations avec les pays frères et avec l'URSS. Ainsi la politique du régime est-allemand s'apparente-t-elle à une « assimilation forcée radicale » (p. 193), dont l'objectif fut d'effacer de la mémoire collective la présence allemande à l'Est par le biais d'une rhétorique qui faisait porter la faute du national-socialisme aux expulsés – suivant le principe de la culpabilité collective – et légitimait ainsi officiellement l'expulsion comme une réparation¹³.

Après une analyse aussi riche et documentée de l'histoire et des conditions de l'intégration des expulsés dans ce qu'il restait de l'Allemagne, les derniers chapitres, consacrés à la mémoire des territoires de l'Est, suscitent moins l'adhésion, exception faite de celui sur les Églises, dans lequel Kossert montre le rôle central que jouèrent ces dernières dans l'accueil et l'intégration des expulsés (rôle du clergé lui aussi expulsé, des pèlerinages et lieux de pèlerinages redéployés à l'Ouest, maintien de traditions liturgiques pratiquées dans les différentes Églises – notamment protestantes – de l'Est). Certes, ces derniers chapitres offrent un panorama assez complet de la production filmique et littéraire sur le sujet, mais le lecteur aurait préféré à la place de ce catalogue une analyse de contenu véritablement problématisée. Quant à la réflexion sur les apports de ces traditions à la culture allemande, au-delà du *Schlesisches Himmelmreich* et des *Königsberger Klopse* (deux plats traditionnels), elle donne de la culture une définition assez réduite. La faiblesse de cette partie tient sans doute au fait que Kossert n'aborde jamais véritablement de front la question de l'identité ou des identités allemande(s) autour de laquelle tourne pourtant toute sa démonstration.

Son plaidoyer en faveur d'un devoir de mémoire de l'ensemble de la nation allemande vis-à-vis de la culture de l'Est n'est pas pleinement convaincant. Son argument manque de vision politique et ne va pas au-delà du fait qu'il est

13. Toute allusion au retour mais aussi toute remise en question de la « frontière de la paix » (Ligne Oder-Neisse) étaient par exemple considérées comme un délit et susceptibles d'être qualifiées de crime portant atteinte à l'État. Les chants ayant une relation avec leur ancienne *Heimat* étaient interdits aux expulsés, de même que toute manifestation publique de leur origine. L'usage des noms allemands de lieux situés dans les territoires orientaux était également proscrit (par exemple, Königsberg pour Kaliningrad, Breslau pour Wrocław, Danzig pour Gdansk, Reichenberg pour Liberec, etc.). Un charcutier de Silésie ou un boulanger de Prusse orientale n'avaient pas le droit de produire les plats régionaux traditionnels qu'ils savaient faire.

nécessaire de ne pas laisser aux associations d'expulsés le monopole de cette mémoire. Kossert passe notamment trop vite sur un aspect pourtant fondamental pour l'avenir des relations de l'Allemagne avec ses voisins orientaux et plus généralement pour l'avenir de la paix en Europe : il affirme que ce sont les expulsés qui ont maintenu les liens avec les pays de l'Est des années durant, et qu'ils sont particulièrement engagés dans des relations bilatérales avec les pays, régions, villes ou villages dont ils sont originaires. Pourtant, il se montre particulièrement peu disert sur ce sujet. Or la capacité des peuples à développer un rapport critique à leur histoire et à œuvrer à la mise en dialogue des mémoires nationales dans la responsabilité assumée des crimes passés est considérée comme une des conditions de réussite du projet d'intégration européenne. S'il s'avérait qu'ils ont été en mesure de renouer des liens avec les habitants de leur ancienne *Heimat*, les expulsés et leurs descendants, mais aussi les Allemands en général, pourraient à cet égard constituer un exemple à suivre. ■

Catherine Perron est chargée de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CERI, Sciences Po/CNRS, Paris). Elle enseigne également à la Fachhochschule Ludwigsburg (Allemagne). Ses travaux portent sur les processus de transformation postcommunistes dans les pays d'Europe centrale et orientale (République tchèque et l'Allemagne de l'Est). Elle s'intéresse entre autres à la transformation des élites politiques et aux processus de régionalisation dans ces pays. Elle a dirigé dernièrement avec Romain Pasquier un numéro consacré à « La régionalisation d'Est en Ouest », *Revue d'études comparatives Est/Ouest* (39 (3), 2008) et publié « Vingt années de transformation des élites politiques est-allemandes. Une intégration réussie ? », dans Stefan Martens (dir.), *L'Allemagne, vingt ans après la guerre froide et son unification* (Pessac, Presses universitaires de Bordeaux-Pessac, 2010). Adresse électronique : perron@ceri-sciences-po.org